

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/003751]

**5 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse, les articles 1<sup>er</sup>, 14 à 16, 20, 21 et 24;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 septembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 2023 ;

Vu l'avis conjoint de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse (CCOJ), instituée par l'article 38 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, et de la Commission Consultative des Maisons et Centres de Jeunes (CCMCJ), instituée par l'article 21 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, donné le 9 février 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 18 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.919/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 18 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> administration : le service en charge de la Jeunesse au sein du Ministère de la Communauté française ;
- 2<sup>o</sup> associations : les associations visées par le décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse ;
- 3<sup>o</sup> BAGIC : brevet d'aptitude à la gestion d'institutions culturelles ;
- 4<sup>o</sup> code des sociétés : le code des sociétés et des associations du 23 mars 2019 ;
- 5<sup>o</sup> décret : décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse ;
- 6<sup>o</sup> Ministre : le membre du Gouvernement ayant la jeunesse dans ses attributions.

**CHAPITRE II. — Formation**

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En référence aux articles 1, 3<sup>o</sup>, et 16, 1<sup>o</sup>, du décret, sont considérés comme ayant les connaissances requises en ces matières :

1<sup>o</sup> les titulaires d'un diplôme reconnu en Fédération Wallonie-Bruxelles, d'une équivalence à ces diplômes reconnue en Fédération Wallonie-Bruxelles ou les détenteurs d'attestation de formations dans l'un des domaines suivants :

- a) comptabilité ;
- b) gestion ;
- c) gestion administrative ;
- d) gestion associative.

2<sup>o</sup> les titulaires des attestations de formations délivrées par les Fédérations d'Organisations de jeunesse et les Fédérations de Centres de jeunes, en comptabilité, en gestion, en gestion administrative, et en gestion associative.

3<sup>o</sup> les titulaires du BAGIC.

§ 2. La preuve du suivi des formations visées aux articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, et 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, et aux articles 5, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>/1, 9, 4<sup>o</sup>, et 10, 4<sup>o</sup>, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, est justifié par la présentation d'un relevé des formations suivies, conformément au modèle annexé au présent arrêté, lors de la remise du document comprenant le plan quadriennal à l'administration.

§ 3. Lorsque le gestionnaire de l'ASBL souhaite faire valoriser son expérience professionnelle, il appartient à l'organe d'administration de l'association d'apprécier souverainement les qualités de cette dernière.

**CHAPITRE III. — Contrôle de la comptabilité des associations**

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les associations visées dans le décret communiquent, par voie électronique ou par courrier, au plus tard le 30 juin, le rapport d'activités de l'association tel que présenté à l'Assemblée générale, accompagné :

1<sup>o</sup> du bilan et des comptes de résultat de l'exercice civil écoulé selon les principes de la comptabilité en partie double, dans une version détaillée et définitive, pour toutes les ASBL, indépendamment de leurs tailles définies par le Code des sociétés et associations ;

2<sup>o</sup> d'un budget prévisionnel de l'exercice en cours ;

3° de la copie signée du procès-verbal de l'assemblée générale, ou de son extrait signé, qui approuve l'ensemble des documents et précise, à minima :

- A) le résultat de l'exercice ;
- B) l'affectation du résultat ;
- C) l'approbation des comptes et bilan ;
- D) la décharge des administrateurs ;

4° le rapport du vérificateur aux comptes ou du commissaire visé à l'article 3.47, § 6, du code des sociétés et des associations du 23 mars 2019 ;

5° du descriptif du processus de contrôle interne des dépenses.

Après réception de l'ensemble des pièces dûment complétées, l'administration remet un accusé de réception à l'association.

L'administration conserve les documents communiqués pendant 10 ans.

§ 2. Si le dossier visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est incomplet ou n'a pas été remis dans le délai visé aux articles 14 et 20 du décret, l'administration adresse un rappel à l'association, celle-ci dispose alors d'un délai de trente jours pour remettre l'ensemble des pièces dûment complétées, conformément à la procédure visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Dans le cadre du processus interne de double validation et de contrôle des dépenses visé aux articles 15 et 21 du décret, les signatures sont soit manuscrites soit électroniques, au sens de l'article 8.1, 2° et 3°, du Livre 8 du Code civil du 13 avril 2019, relatif aux règles de la preuve.

#### CHAPITRE IV. — *Qualifications minimales requises*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup> L'animateur-coordonnateur doit être détenteur des qualifications minimales requises telles que visés aux articles 37 à 39 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 2 Par exception au § 1<sup>er</sup>, l'animateur-coordonnateur détenteur d'une certification BAGIC, telle que reconnue et conventionnée par la Fédération Wallonie – Bruxelles, dispose des qualifications minimales requises.

En ce cas, l'animateur-coordonnateur, titulaire d'une certification BAGIC, introduit sa demande de qualification conformément à l'article 38 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations.

Ce dernier se voit automatiquement qualifié par l'Administration après l'introduction de sa demande de qualification.

Cette disposition introduit une dérogation à l'article 38 du décret du 20 juillet 2000, tel que modifié.

L'intervention forfaitaire visée à l'article 44, b), du décret du 20 juillet 2000 tel que modifié s'applique à l'animateur-coordonnateur, titulaire d'une certification BAGIC dont l'Administration a validé la demande de qualification.

§ 3 Par dérogation au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les personnes ayant la fonction d'animateur-coordonnateur inscrites à une formation en vue de l'obtention de la certification BAGIC disposent d'un délai supplémentaire de 12 mois pour obtenir ladite certification. Dans tous les cas, l'animateur-coordonnateur doit avoir obtenu sa qualification ou son brevet dans les 30 mois de son engagement.

L'animateur-coordonnateur doit introduire sa demande de dérogation auprès de l'administration et joindre la preuve de son inscription à la formation visée à l'alinéa premier.

CHAPITRE V. — *Dérogation à l'obligation pour certaines organisations relevant de la Jeunesse de contrôler un extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, pour certains collaborateurs*

**Art. 6.** En application de l'article 24, alinéa 2, du décret, les collaborateurs âgés de moins de vingt ans ne sont pas soumis au contrôle visé à l'article 23 du décret.

**Art. 7.** Il incombe à l'organe d'administration des associations visées dans le décret, d'instaurer une procédure de contrôle de l'extrait de casier judiciaire.

La mesure visée à l'article 6 fait l'objet d'une évaluation deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 8.** La Ministre de la Jeunesse est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles 5 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 avril 2024 portant exécution du décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse

JUSTIFICATION DES FORMATIONS EN OJ ET CJ

Pour rappel, les formations dites informelles au sens de la loi du 3 octobre 2022 portant dispositions diverses relatives au travail ne sont pas prises en considération.

<b>Personnel et formation continuée :</b>		<b>Présent</b>	<b>Annexe n°</b>	<b>Admin.</b>
Formations suivies (en application du chapitre 2, l'article 2 § 2, de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse <sup>1</sup> ) <b>(Joindre les attestations, diplômes, ou brevets délivrés à l'issue des formations mentionnées)</b>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
<i>Membres du personnel</i>	<i>Formations suivies</i>	<i>Durée des formations (mentionnée en jours)</i>		
<b>Formation en matière de « Bonne gouvernance » :</b>		<b>Présent</b>	<b>Annexe n°</b>	<b>Admin.</b>
Formations suivies (en application du chapitre 2, l'article 2 § 2, de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse) <b>(Joindre les attestations, diplômes, ou brevets délivrés à l'issue des formations mentionnées)</b>		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

<sup>1</sup> § 2. La preuve du suivi des formations visées aux articles 1er, §1er, 13°, et 8, §1er, alinéa 1er, 3°, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, et 5, § 1er, 7°/1, et 9, 4°, et 10, 4°, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, est justifié par la présentation d'un relevé des formations suivies, conformément au modèle annexé au présent arrêté, lors de la remise du document plan quadriennal à l'administration.

Membres du personnel	Formations suivies	Année de suivi de la formation	Durée des formations (mentionnée en jours)

<b>Expérience professionnelle valorisable</b>		Présent	Annexe n°	Admin.
Expérience professionnelle valorisable en application du chapitre 2, l'article 2 § 3, de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse)		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
<b>(Joindre le Procès-Verbal ou son extrait daté et signé actant la décision de l'OA en matière d'expérience professionnelle de son personnel)</b>				
<i>Membres du personnel</i>		<i>Breve description de l'expérience valorisée</i>		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 avril 2024 portant exécution du décret du 9 novembre 2023 portant diverses dispositions relatives à la gouvernance et à l'encadrement dans le secteur de la Jeunesse.

Bruxelles, le 5 avril 2024.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003751]

**5 APRIL 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 9 november 2023 houdende diverse bepalingen betreffende het bestuur en het toezicht in de jeugdsector**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 2023 houdende diverse bepalingen betreffende het bestuur en het toezicht in de jeugdsector, de artikelen 1, 14 tot en met 16, 20, 21 en 24;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 september 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 september 2023;

Gelet op het gezamenlijk advies van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties (A.C.J.O.), ingesteld bij artikel 38 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, en de Adviescommissie voor de jeugdhuizen en -centra (A.C.J.H.C), ingesteld bij artikel 21 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties., gegeven op 9 februari 2024 ;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 18 maart 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.919/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 18 maart 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1. — *Definities***

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° administratie: de dienst verantwoordelijk voor Jeugd binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap ;

2° verenigingen : de verenigingen bedoeld in het decreet van 9 november 2023 houdende diverse bepalingen betreffende het bestuur en het toezicht in de jeugdsector;

3° BAGIC: brevet van bekwaamheid voor het beheer van culturele instellingen ;

4° Wetboek van vennootschappen: het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van 23 maart 2019 ;

5° decreet : decreet van 9 november 2023 houdende diverse bepalingen betreffende het bestuur en het toezicht in de jeugdsector;

6° Minister : het lid van de Regering dat bevoegd is voor Jeugd;

**HOOFDSTUK II. — *Opleiding***

**Art. 2.** § 1. Met verwijzing naar de artikelen 1, 3°, en 16, 1°, van het decreet worden de volgende personen geacht over de vereiste kennis te beschikken :

1° de houders van een diploma erkend in de Federatie Wallonië-Brussel, van een gelijkwaardigheid aan deze diploma's erkend in de Federatie Wallonië-Brussel of de houders van een opleidingsgetuigschrift in één van de volgende domeinen :

a) boekhouding ;

b) beheer ;

c) administratief beheer ;

d) verenigingsbeheer.

2° houders van opleidingsgetuigschriften uitgereikt door Federaties van Jeugdorganisaties en Federaties van Jeugdcentra, in boekhouding, beheer, administratief beheer en verenigingsbeheer.

3° BAGIC-houders.

§ 2. Het bewijs van deelname aan de opleidingen bedoeld in de artikelen 1, § 1, 13°, en 8, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federatie en in de artikelen 5, § 1, 7°/1, 9, 4°, en 10, 4°, van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, wordt gerechtvaardigd door de voorlegging van een overzicht van de gevolgde opleidingen, overeenkomstig het model gevoegd bij dit besluit, bij de voorlegging van het document met het vierjarenplan aan de administratie.

§ 3. Wanneer de beheerder van de VZW zijn professionele ervaring wil laten erkennen, is het aan het bestuursorgaan van de vereniging om een soevereine beoordeling te maken van de kwaliteiten van deze ervaring.

HOOFDSTUK III. — *Controle van de boekhouding van verenigingen*

**Art. 3.** § 1. Uiterlijk op 30 juni moeten de verenigingen bedoeld in het decreet, elektronisch of per post het activiteitenverslag van de vereniging, zoals voorgelegd aan de algemene vergadering, indienen, samen met :

1° de balans en resultatenrekening van het afgelopen kalenderjaar volgens de principes van dubbele boekhouding, in een gedetailleerde en definitieve versie, voor alle VZW's, ongeacht hun grootte zoals gedefinieerd in het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen ;

2° een previsionele begroting voor het lopende boekjaar ;

3° een ondertekend afschrift van de notulen van de Algemene Vergadering, of een ondertekend uittreksel daarvan, waarin alle documenten worden goedgekeurd en minimaal worden vermeld :

A) het resultaat van het boekjaar ;

B) de bestemming van het resultaat ;

C) de goedkeuring van de rekeningen en de balans;

D) de kwijting van bestuurders;

4° het verslag van de verificateur van de rekeningen of van de commissaris bedoeld in artikel 3.47, § 6, van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen van 23 maart 2019;

5° een beschrijving van het interne uitgavencontroleproces.

Zodra alle naar behoren ingevulde documenten zijn ontvangen, stuurt de administratie de vereniging een ontvangstbevestiging.

De administratie bewaart de meegedeelde documenten 10 jaar.

§ 2. Indien het dossier bedoeld in § 1, eerste lid, onvolledig is of niet werd ingediend binnen de termijn bedoeld in de artikelen 14 en 20 van het decreet, stuurt de administratie een herinnering naar de vereniging, die vervolgens beschikt over een termijn van dertig dagen om alle naar behoren ingevulde documenten in te dienen, overeenkomstig de procedure bedoeld in § 1, eerste lid.

**Art. 4.** In het kader van het interne proces van dubbele validatie en controle van de uitgaven waarnaar wordt verwezen in de artikelen 15 en 21 van het decreet, zijn de handtekeningen ofwel handgeschreven ofwel elektronisch, in de zin van artikel 8.1, 2° en 3°, van Boek 8 van het Burgerlijk Wetboek van 13 april 2019 met betrekking tot de bewijsregels.

HOOFDSTUK IV. — *Minimale vereiste kwalificaties*

**Art. 5.** § 1. De animator-coördinator moet houder zijn van de minimale vereiste kwalificaties, zoals bedoeld in de artikelen 37 en 39 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties.

§ 2. Met uitzondering van § 1 beschikt de animator-coördinator die houder is van de BAGIC-certificering, zoals erkend en geconventioneerd door de Federatie Wallonië-Brussel, over de minimale vereiste kwalificaties.

In dit geval dient de animator-coördinator, houder van een BAGIC-certificering, zijn aanvraag om kwalificatie in overeenkomstig artikel 38 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties.

Deze wordt automatisch gekwalificeerd door de Administratie na de indiening van zijn aanvraag om kwalificatie.

Deze bepaling voert een afwijking in op artikel 38 van het decreet van 20 juli 2000, zoals gewijzigd.

De forfaitaire tegenmoetkoming waarnaar verwezen wordt in artikel 44, b), van het decreet van 20 juli 2000, zoals gewijzigd, is van toepassing op de animator-coördinator die houder is van een BAGIC-certificering en wiens aanvraag om kwalificatie goedgekeurd is door de Administratie.

§ 3. In afwijking van § 2, eerste lid, hebben de personen met de functie van animator-coördinator die ingeschreven zijn voor een opleiding voor het verkrijgen van de BAGIC-certificering, een aanvullende termijn van 12 maanden om deze certificering te behalen. In alle gevallen moet de animator-coördinator zijn kwalificatie of brevet binnen 30 maanden na indienstreding hebben behaald.

De animator-coördinator moet zijn aanvraag om afwijking indienen bij de administratie en het bewijs van inschrijving voor de opleiding bedoeld in het eerste lid bijvoegen.

HOOFDSTUK V. — *Afwijking van de verplichting voor bepaalde organisaties die behoren tot de jeugdsector om een uittreksel uit het strafregister, zoals bedoeld in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafrecht, te controleren voor bepaalde medewerkers*

**Art. 6.** Overeenkomstig artikel 24, tweede lid, van het decreet zijn de medewerkers jonger dan twintig jaar niet onderworpen aan de controle waarnaar wordt verwezen in artikel 23 van het decreet.

**Art. 7.** Het is de verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan van de verenigingen bedoeld in het decreet om een procedure voor het controleren van het uittreksel uit het strafregister in te voeren.

De maatregel bedoeld in artikel 6 wordt twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit geëvalueerd.

HOOFDSTUK VI.- — *Slotbepalingen*

**Art. 8.** De Minister van Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel;

F. BERTIEAUX